

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/43795]

24 NOVEMBRE 2020. — Arrêté ministériel interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

La Ministre de la Forêt,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1^{er}, 5^o ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 août 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o ;

Vu l'urgence motivée par le fait que la crise sanitaire que constitue la peste porcine africaine est une crise grave et très rapidement évolutive qui requiert une prise de décision immédiate compte tenu de la situation de terrain ;

Que pour lutter efficacement contre cette maladie animale infectieuse virale, de nombreuses mesures précoces (réseau de clôtures étendu), proactives (prospection intensive dans la zone infectée de 30.333 ha de forêts – soit un peu plus de 56.000 heures de recherches à l'heure actuelle, élimination des cadavres abattus ou retrouvés morts) et drastiques (effort intensif de destruction par piégeage et tir de nuit, intensification de la chasse, installation de points d'affût et appâtage homogène, mesures de biosécurité, augmentation sensible du matériel de lutte et de destruction mis à disposition : carabines spécifiques, déploiement d'un important réseau de camératraps disposées, recours à des jumelles nocturnes) ont été adoptées et aménagées par la Région wallonne dans la zone infectée, la zone d'observation renforcée et la zone de vigilance qui sont actuellement définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers ;

Que pour atteindre l'objectif final d'éradication de la maladie sur le territoire wallon, il a été évalué, par les experts, que ces multiples mesures ne pouvaient souffrir d'une circulation inadaptée en forêt au risque de compromettre la sécurité tant des intervenants qui luttent ou qui contribuent à lutter contre la maladie et qui visent son éradication que de celles et ceux qui souhaiteraient déambuler en forêt à des fins de loisirs ou à des fins non liées à la gestion de la maladie ;

Qu'en outre, il a été considéré que le maintien d'une libre circulation en forêt risquait d'accroître la propagation de la maladie en dehors de la zone infectée, soit vers des zones boisées non infectées soit par l'introduction de la maladie dans la filière d'élevage des porcs ou vers des porcs domestiques ;

Qu'en conséquence, une décision d'interdiction de circulation en forêt dans la zone infectée s'est matérialisée par l'adoption de différents arrêtés ministériels successifs, dont le dernier en date est l'arrêté ministériel du 10 août 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine ;

Que la combinaison des mesures de lutte adoptées et mises en place avec les interdictions successives de circulation en forêt dans la zone infectée est efficace puisque les derniers relevés de terrain démontrent que l'épidémie s'achève et que la maladie tend à disparaître ;

Que ces constats ont permis à la Belgique d'introduire en date du 27 octobre 2020 un dossier de demande de récupération d'un statut indemne de peste porcine africaine auprès de la Commission européenne ;

Que la décision d'exécution de la Commission européenne a été rendue en date du 20 novembre 2020 et a été publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne en date du 23 novembre 2020 ;

Que malgré la récupération du statut indemne de peste porcine africaine en Belgique, des mesures de circulation spécifiques doivent toutefois être maintenues dans toute la zone infectée mais également dans toute la zone de vigilance et dans toute la zone d'observation renforcée pour éviter tout risque de recrudescence de la maladie, ce qui serait catastrophique au regard de l'ensemble des efforts consentis par la Région wallonne pour parvenir à ce résultat ;

Que l'extension de l'interdiction à la zone de vigilance et à la zone d'observation renforcée par rapport aux dispositions adoptées dans les différents arrêtés ministériels successifs adoptés jusqu'alors trouve son fondement dans le fait que de nombreux spots dans ces zones ont permis d'identifier de nombreuses compagnies de sangliers ;

Qu'en cas de lever des mesures d'interdiction de circulation, et sans gestion de ces compagnies de sangliers, il y a un risque que la maladie ne se propage à des zones qui étaient jusqu'alors préservées ;

Que la population de sangliers dans la zone infectée, mais aussi dans la zone de vigilance et dans la zone d'observation renforcée, doit continuer à être maintenue à un niveau le plus bas possible et que la méthode la plus efficace pour y parvenir est le tir de nuit des derniers spécimens qui seraient encore détectés ;

Que la mesure privilégiée dans ces différentes zones est d'ordre prudentielle ;

Que la mesure de sécurité publique ne peut être réalisée au détriment de la sécurité des utilisateurs de la forêt ;

Que par conséquent, il convient de maintenir pour la zone infectée et d'établir pour la zone de vigilance et la zone d'observation renforcée l'interdiction de circulation en forêt de nuit (plus spécifiquement, depuis l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à l'heure officielle du lever du soleil, selon les éphémérides journalières), hors routes et hors et sur chemins et sentiers, pour des raisons de sécurité publique et pour permettre ainsi d'éviter une nouvelle propagation de la peste porcine africaine en cas de résurgence de celle-ci parmi les sangliers résiduels ;

Que vu ces différents constats épidémiologiques, les autres mesures de circulation adoptées jusqu'alors par voie d'arrêtés ministériels successifs n'ont, à présent, plus de raison d'être ;

Que pour ces raisons, l'urgence sollicitée est rencontrée ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 17 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, et depuis la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez le sanglier, la Région wallonne est obligée de prendre immédiatement plusieurs mesures drastiques, précoces et proactives en zone infectée en vue, d'abord, de freiner et d'éviter la propagation de la maladie vers des zones boisées non contaminées et l'introduction de la maladie dans des élevages porcins et, ensuite, d'éradiquer le virus de son territoire ;

Considérant l'évolution positive de la situation épidémiologique de la peste porcine africaine en Région wallonne actuellement constatée grâce aux différentes mesures tant gouvernementales que ministérielles ;

Considérant la sollicitation, par la Belgique, de la récupération du statut indemne à la peste porcine africaine auprès de la Commission européenne ;

Considérant la décision d'exécution (UE) 2020/1741 de la Commission du 20 novembre 2020 modifiant l'annexe de la décision d'exécution 2014/709/UE concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la peste porcine africaine dans certains Etats membres (J.O.U.E, L 392/32 du 23 novembre 2020) ;

Que cette décision d'exécution précise notamment en son considérant (4) que : « Compte tenu de l'efficacité des mesures globales appliquées en Belgique conformément à la directive 2002/60/CE, et notamment de celles établies dans son article 15, et dans le prolongement des mesures d'atténuation des risques de peste porcine africaine prévues dans le Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'Organisation mondiale de la santé animale (le Code de l'OIE), toutes les zones de la Belgique actuellement énumérées dans les parties I et II de l'annexe de la décision d'exécution 2014/709/UE devraient désormais être supprimées des listes figurant dans les parties I et II de cette annexe, compte tenu de la situation épidémiologique favorable de la maladie dans cet Etat membre. » ;

Que cette décision d'exécution constitue la confirmation officielle d'éradication de la peste porcine africaine en Belgique ;

Considérant qu'au regard de cette décision d'exécution, il est nécessaire d'éviter une recrudescence de la maladie en Région wallonne ;

Considérant, dès lors, la nécessité de maintenir des tirs de nuit dans la zone infectée pour réduire la population de sangliers présents mais aussi d'y recourir dans la zone de vigilance et dans la zone d'observation renforcée, soit des zones exemptes de la maladie, pour éviter toute reprise de la peste porcine africaine parmi les sangliers résiduels par une propagation fortuite de la maladie de ces sangliers vers des compagnies de sangliers aperçues dans ces zones ;

Que les tirs de nuit dans la zone de vigilance et dans la zone d'observation renforcée durant la nuit constituent une mesure prudentielle et proactive ;

Considérant le devoir de la Région wallonne de préserver la sécurité des personnes dans les zones d'intervention potentielles des tirs nocturnes nécessaires à l'éradication complète et totale de la maladie ;

Que pour l'assurer, la circulation en forêt de nuit, hors routes et hors et sur chemins et sentiers dans la zone infectée, dans la zone de vigilance et dans la zone d'observation renforcée est interdite ;

Considérant que les mesures adoptées par le présent arrêté ministériel le sont jusqu'au 31 mars 2021 ;

Que ceci est justifié par le fait que l'efficacité de la destruction par tir de nuit est optimale avant le débourrement printanier de la végétation et avant le pic des mises bas ;

Qu'à cette date la Région wallonne devrait, en fonction des résultats de chasse obtenus, pouvoir adopter de nouvelles mesures en matière de peste porcine africaine,

Arrête :

Article 1^{er}. Pendant la période comprise entre l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à l'heure officielle du lever du soleil, par dérogation aux articles 19 à 23 et 27 du Code forestier du 15 juillet 2008, il est interdit à quiconque de circuler en dehors des routes, en dehors et sur les chemins et sentiers, dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du même code, à l'intérieur des limites de la zone infectée, de la zone de vigilance et dans la zone d'observation renforcée telles que définies à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers.

Les éventuelles autorisations d'accès nocturne hors routes, hors et sur chemins et sentiers, obtenues sur la base des articles précités avant la date de confirmation du cas primaire de peste porcine africaine en Région wallonne, soit le 13 septembre 2018, sont suspendues.

Sont autorisés à déroger à l'interdiction visée à l'alinéa 1^{er} :

1° les personnes mandatées par le Service public de Wallonie pour pratiquer des tirs nocturnes de destruction des sangliers ;

2° en cas d'urgence, le personnel des services de secours, de la protection civile ou des forces de police fédérale et locale, les agents et gestionnaires de réseaux d'adduction d'eau ou de réseaux électriques ou de gaz, les agents d'Infrabel, les agents des opérateurs de téléphonie mobile, les agents ou délégués d'infrastructures communautaires ou d'intérêt public et les agents d'entretien de voiries ;

3° les personnes qui accèdent de manière directe à leur domicile, à une résidence secondaire, à un camping, à un gîte, à un établissement HoReCa, à un commerce, à un établissement de loisir ou à un site patrimonial.

Les personnes visées à l'alinéa 3, 1° et 2°, ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent toute intervention dans la zone infectée, dans la zone de vigilance et dans la zone d'observation renforcée.

Les personnes visées à l'alinéa 3, 3°, ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent tout départ depuis la zone infectée, la zone de vigilance ou la zone d'observation renforcée.

Par exception à l'alinéa 5, les personnes visées à l'alinéa 3, 3°, qui ont leur domicile dans la zone infectée, la zone de vigilance ou la zone d'observation renforcée sont soumis à une interdiction permanente de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques sauf si l'exercice de leurs activités professionnelles impose de se rendre dans ce type d'exploitation.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 10 août 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur le 31 mars 2021.

Namur, le 24 novembre 2020.

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/43795]

24. NOVEMBER 2020 — Ministerieller Erlass durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen

Die Ministerin für Forstwesen,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über das Inkrafttreten und die Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 19 Absatz 1 Ziffer 5;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 10. August 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch gerechtfertigt ist, dass es sich bei der durch die Afrikanische Schweinepest verursachten Gesundheitskrise um eine schwere und sehr schnell voranschreitende Krise handelt, die aufgrund der Lage vor Ort eine sofortige Entscheidungsfindung erfordert;

In der Erwägung, dass zur wirksamen Bekämpfung dieser infektiösen viralen Tierkrankheit zahlreiche frühzeitige (ausgedehntes Netz von Schutzzäunen), proaktive (intensive Suchaktionen im Seuchengebiet von 30.333 ha Wald - das entspricht aktuell fast 56.000 Stunden Suchaktionen -, Beseitigung der getöteten Tiere oder tot aufgefundenen Kadaver) und drastische (intensive Vernichtung durch Fangaktionen, nächtliche Abschüsse, Intensivierung der Jagd, Einrichtung zahlreicher Ansitzstellen und homogenes Ködern, Biosicherheitsmaßnahmen, deutliche Erhöhung der zur Verfügung gestellten Kontroll- und Vernichtungsausrüstung: spezifische Gewehre, Aufbau eines umfangreichen Netzes von Kamerafallen, Verwendung von Nachtsichtferngläsern) Maßnahmen von der Wallonischen Region im Seuchengebiet, in der Wachsamkeitszone und in der verstärkten Beobachtungszone, die derzeit in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juni 2020 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen definiert sind, verabschiedet und angepasst wurden;

In der Erwägung, dass zur Erreichung des Endziels der Ausrottung der Seuche auf wallonischem Gebiet die Experten zu der Einschätzung gelangt sind, dass diese vielfältigen Maßnahmen nicht durch eine unangemessene Mobilität im Wald beeinträchtigt werden durften, die sowohl die Sicherheit der Personen, die die Seuche bekämpfen oder an ihrer Bekämpfung und Ausrottung beteiligt sind, als auch derjenigen, die sich zu Freizeit Zwecken oder zu Zwecken, die nicht mit der Bekämpfung der Seuche in Zusammenhang stehen, in den Wald begeben wollen, gefährden könnte;

In der Erwägung, dass darüber hinaus angenommen wurde, dass die Aufrechterhaltung einer uneingeschränkten Mobilität in den Wäldern das Risiko der Ausbreitung der Krankheit außerhalb des Seuchengebietes erhöhen konnte, entweder auf nicht infizierte Waldgebiete oder durch die Einschleppung der Krankheit in die Schweinehaltungsbetriebe oder auf Hausschweine;

In der Erwägung, dass infolgedessen durch nacheinander verabschiedete Ministerielle Erlasse ein Verkehrsverbot im Wald in dem Seuchengebiet umgesetzt wurde, zuletzt durch den Ministeriellen Erlass vom 10. August 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

In der Erwägung, dass die Kombination der verabschiedeten und umgesetzten Bekämpfungsmaßnahmen mit den nacheinander erlassenen Verboten des Verkehrs im Wald in dem Seuchengebiet wirksam ist, da die jüngsten Untersuchungen vor Ort zeigen, dass die Epidemie zu Ende geht und die Krankheit im Begriff ist, zu verschwinden;

In der Erwägung, dass diese Befunde es Belgien ermöglichen, am 27. Oktober 2020 bei der Europäischen Kommission einen Antrag auf Wiedererlangung des Status "seuchenfrei" für die Afrikanische Schweinepest zu stellen;

In der Erwägung, dass der Durchführungsbeschluss der Europäischen Kommission am 20. November 2020 bekannt gegeben und am 23. November 2020 im Amtsblatt der Europäischen Union veröffentlicht wurde;

In der Erwägung, dass trotz der Wiedererlangung des Status "seuchenfrei" für die Afrikanische Schweinepest in Belgien nichtsdestotrotz in dem gesamten Seuchengebiet, aber auch in der gesamten Wachsamkeitszone und in der gesamten verstärkten Beobachtungszone spezifische Verkehrsmaßnahmen aufrechterhalten werden müssen, um jegliches Risiko eines Wiederausbrechens der Seuche zu vermeiden, was angesichts aller Anstrengungen, die die Wallonische Region unternommen hat, um dieses Ergebnis zu erreichen, katastrophal wäre;

In der Erwägung, dass die Ausdehnung des Verbots auf die Wachsamkeitszone und auf die verstärkte Beobachtungszone, im Vergleich zu den Maßnahmen, die in den verschiedenen nacheinander verabschiedeten Ministeriellen Erlassen, dadurch begründet wird, dass zahlreiche Beobachtungen in diesen Zonen es ermöglicht haben, zahlreiche Wildschweinrotten zu auszumachen;

In der Erwägung, dass im Falle einer Aufhebung von Verkehrsverboten und ohne die Kontrolle dieser Wildschweinrotten die Gefahr besteht, dass sich die Seuche auf Gebiete ausbreitet, in denen sie bis dahin nicht aufgetreten war;

In der Erwägung, dass die Wildschweinbestände im Seuchengebiet, aber auch in der Wachsamkeitszone und in der verstärkten Beobachtungszone weiterhin auf dem niedrigstmöglichen Niveau gehalten werden müssen und dass die wirksamste Methode, dies zu erreichen, der nächtliche Abschuss der letzten verbleibenden Exemplare ist, die noch entdeckt würden;

In der Erwägung, dass die bevorzugte Maßnahme in diesen verschiedenen Zonen eine aufsichtsrechtliche Maßnahme ist;

In der Erwägung, dass die Maßnahme der öffentlichen Sicherheit nicht auf Kosten der Sicherheit der Nutzer des Waldes erreicht werden darf;

In der Erwägung, dass es daher aus Gründen der öffentlichen Sicherheit und gleichzeitig zur Vermeidung einer erneuten Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest im Falle eines Wiederauftretens dieser Seuche unter den verbliebenen Wildschweinen angebracht ist, den Verkehr im Wald bei Nacht (konkret von der offiziellen Sonnenuntergangszeit bis zu der offiziellen Sonnenaufgangszeit, je nach den täglichen Ephemeriden) abseits von Straßen sowie abseits von und auf Wegen und Pfaden im Seuchengebiet auch weiterhin zu untersagen, und dieses Verbot in der Wachsamkeitszone und in der verstärkten Beobachtungszone einzuführen;

In der Erwägung, dass in Anbetracht dieser verschiedenen epidemiologischen Befunde die anderen Verkehrsmaßnahmen, die bisher durch nacheinander verabschiedete ministerielle Erlasse getroffen wurden, nicht mehr notwendig sind;

In der Erwägung, dass aus diesen Gründen die beantragte Dringlichkeit gegeben ist;

Aufgrund des am 17. November 2020 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von fünf Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region in Anwendung der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest und seit der Bestätigung eines Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen am 13. September 2018 verpflichtet ist, unverzüglich mehrere drastische Sofortmaßnahmen im Seuchengebiet zu ergreifen, um erstens die Ausbreitung der Seuche auf nicht mit dem Virus infizierte Waldgebiete und die Einschleppung der Seuche in Schweinehaltungsbetriebe zu verlangsamen und zu verhindern und zweitens das Virus aus ihrem Gebiet auszurotten;

In Erwägung der positiven Entwicklung der epidemiologischen Situation der afrikanischen Schweinepest in der wallonischen Region, die derzeit dank der verschiedenen Maßnahmen auf Regierungs- und Ministerebene zu beobachten ist;

In Erwägung des Antrags Belgiens auf Wiedererlangung des Status "seuchenfrei" für die Afrikanische Schweinepest bei der Europäischen Kommission;

In Erwägung des Durchführungsbeschlusses (EU) 2020/1741 der Kommission vom 20. November 2020 zur Änderung des Anhangs des Durchführungsbeschlusses 2014/709/EU mit tierseuchenrechtlichen Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in bestimmten Mitgliedstaaten (ABl. L 392/32 vom 23. November 2020);

In der Erwägung, dass insbesondere der Erwägungsgrund (4) dieses Durchführungsbeschlusses wie folgt lautet: "Angesichts der Wirksamkeit der allgemeinen Maßnahmen, die in Belgien im Einklang mit der Richtlinie 2002/60/EG und insbesondere gemäß deren Artikel 15 sowie in Übereinstimmung mit den Risikominderungsmaßnahmen in Bezug auf die Afrikanische Schweinepest gemäß dem Gesundheitskodex für Landtiere der Weltorganisation für Tiergesundheit (im Folgenden der „OIE-Kodex“) ergriffen wurden, sollten alle der derzeit in Teil I und Teil II des Anhangs des Durchführungsbeschlusses 2014/709/EU aufgeführten Gebiete in Belgien in Anbetracht der günstigen Seuchenlage in diesem Mitgliedstaat nun von den Listen in den Teilen I und II des genannten Anhangs gestrichen werden." ;

In der Erwägung, dass dieser Durchführungsbeschluss die offizielle Bestätigung der Ausrottung der afrikanischen Schweinepest in Belgien darstellt;

In der Erwägung, dass es in Anbetracht dieses Durchführungsbeschlusses notwendig ist, ein Wiederausbrechen der Seuche in der Wallonischen Region zu vermeiden;

In der weiteren Erwägung der Notwendigkeit, den nächtlichen Abschuss im Seuchengebiet aufrechtzuerhalten, um den vorhandenen Wildschweinbestand zu verringern, aber auch den nächtlichen Abschuss in der Wachsamkeitszone und in der verstärkten Beobachtungszone, d.h. in seuchenfreien Gebieten, anzuwenden, um jegliches Wiederauftreten der Afrikanischen Schweinepest unter den verbleibenden Wildschweinen durch eine zufällige Übertragung der Krankheit von diesen Wildschweinen auf die in diesen Gebieten gesichteten Wildschweinrotten zu vermeiden;

In der Erwägung, dass der nächtliche Abschuss in der Wachsamkeitszone und in der verstärkten Beobachtungszone nachts eine aufsichtsrechtliche und proaktive Maßnahme ist;

In Erwägung der Pflicht der Wallonischen Region, die Sicherheit der Bevölkerung in den potentiellen Interventionsgebieten, in denen die für die vollständige und totale Ausrottung der Seuche notwendigen nächtlichen Abschussaktionen erfolgen, zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass, um dies zu gewährleisten, der Verkehr im Wald nachts, abseits und auf Straßen und Wegen in dem Seuchengebiet, in der Wachsamkeitszone und in der verstärkten Beobachtungszone verboten ist;

In der Erwägung, dass die in dem vorliegenden Ministeriellen Erlass beschlossenen Maßnahmen bis zum 31. März 2021 gelten;

In der Erwägung, dass dies durch die Tatsache gerechtfertigt ist, dass die Wirksamkeit der nächtlichen Abschüsse vor dem Austrieb der Vegetation im Frühjahr und vor dem Höhepunkt der Geburten optimal ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region zu diesem Zeitpunkt in der Lage sein sollte, je nach den erzielten Jagdergebnissen neue Maßnahmen in Bezug auf die Afrikanische Schweinepest zu ergreifen,

Beschließt:

Artikel 1 - In der Zeit zwischen der offiziellen Sonnenuntergangszeit und der offiziellen Sonnenaufgangszeit ist es abweichend von den Artikeln 19 bis 23 und 27 des Forstgesetzbuches vom 15. Juli 2008 jedem untersagt, sich abseits von Straßen sowie abseits von und auf Wegen und Pfaden in den Forsten und Wäldern gemäß Artikel 2 desselben Gesetzbuches, zu bewegen, die sich innerhalb der Außengrenzen des Seuchengebiets, der Wachsamkeitszone und der verstärkten Beobachtungszone befinden, die in dem Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2020 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen festgelegt wurden.

Alle Genehmigungen für nächtliches Betreten abseits von Straßen sowie abseits von und auf Wegen und Pfaden, die vor dem Datum der Bestätigung des Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest in der Wallonischen Region, d.h. vor dem 13. September 2018, auf der Grundlage der oben genannten Artikel erteilt wurden, werden ausgesetzt.

Von dem in Absatz 1 genannten Verbot dürfen folgende Personen abweichen:

1° Personen, die vom Öffentlichen Dienst der Wallonie beauftragt wurden, nächtliche Abschüsse zur Vernichtung von Wildschweinen durchzuführen;

2° in Dringlichkeitsfällen die Personalmitglieder der Rettungsdienste, des Zivilschutzes oder der lokalen oder föderalen Polizeikräfte, die Personalmitglieder und Betreiber der Wasserversorgungsnetze oder der Strom- oder Gasnetze, die Mitarbeiter von Infrabel, die Mitarbeiter der Mobilfunkbetreiber, die Personalmitglieder oder Bevollmächtigten der gemeinschaftlichen Infrastrukturen oder der Infrastrukturen öffentlichen Interesses oder die mit der Instandhaltung der Straßen und Wege beauftragten Personen;

3° Personen, die direkten Zugang zu ihrer Wohnung, einer Zweitwohnung, einem Campingplatz, einer ländlichen Unterkunft, einer HoReCa-Einrichtung, einem Geschäft, einer Freizeiteinrichtung oder einer Kulturstätte haben.

Den in Absatz 3 Ziffern 1 und 2 erwähnten Personen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach jeder Intervention in dem Seuchengebiet, in der Wachsamkeitszone und in der verstärkten Beobachtungszone einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen.

Den in Absatz 3 Ziffer 3 erwähnten Personen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach jedem Verlassen des Seuchengebiets, der Wachsamkeitszone und der verstärkten Beobachtungszone einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen.

Abweichend von Absatz 5 gilt für die in Absatz 3 Ziffer 3 genannten Personen, die ihren Wohnsitz in der Seuchenzone, der Wachsamkeitszone oder der verstärkten Beobachtungszone haben, ein ständiges Verbot, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen, es sei denn, die Ausübung ihrer beruflichen Tätigkeit erfordert, dass sie sich in einen solchen Betrieb begeben.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.

Art. 2 - Der Anhang des Ministeriellen Erlasses vom 10. August 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, wird aufgehoben.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Er tritt am 31. März 2021 außer Kraft.

Namur, den 24. November 2020

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/43795]

24 NOVEMBER 2020. — Ministerieel besluit houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

De Minister van Bossen,

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 19, lid 1, 5°;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 augustus 2020 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, § 1, eerste lid, 3°;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is door het feit dat de sanitaire crisis die de Afrikaanse varkenspest is, een ernstige, zeer snel evoluerende crisis is, die vereist dat beslissingen onmiddellijk dienen te worden genomen rekening houdend met de situatie op het terrein;

Dat er, om de virale besmettelijke dierlijke ziekte doeltreffend te bestrijden, talrijke vroegtijdige maatregelen (uitgebreid net van omheiningen), proactieve maatregelen (intensieve prospectie in het geïnfecteerd gebied van 30.333 ha – vandaag goed voor iets meer dan 56.000 uren onderzoek, verwijdering van kadavers van gedode of dood aangetroffen dieren) en drastische maatregelen (intensieve inspanning voor vernietiging door het uitzetten van vallen en nachtschoten, intensivering van de jacht, installatie van aandrijf- en voederpunten, bioveiligheidsmaatregelen, gevoelige verhoging van het ter beschikking gesteld bestrijdings- en vernietigingsmateriaal : specifieke karabijnen, ontplooiing van een grootschalig net van uitgezette cameratraps, inzet van nachtkijkers) door het Waals Gewest zijn aangenomen in het geïnfecteerd gebied, het versterkte observatiegebied en in het waakzaamheidsgebied die zijn vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen;

Dat door de deskundigen, voor het nastreven van het einddoel, namelijk de uitroeiing van de ziekte op Waals grondgebied, geoordeeld wordt dat deze veelvuldige maatregelen onmogelijk gepaard kunnen gaan met het onbevoegd betreden van de bossen, omdat dit zowel de veiligheid van het personeel zou bedreigen dat de ziekte bestrijdt of helpt te bestrijden en de uitroeiing ervan beoogt, zowel als de veiligheid van degenen die recreatieve boswandelingen of maken of wegens andere doelen dan het beheer van de ziekte daar vertoeven;

Dat er bovendien is geoordeeld dat het behoud van vrij verkeer in de bossen bovendien de verspreiding van de ziekte buiten het geïnfecteerde gebied zou kunnen vergroten, hetzij naar niet-geïnfecteerde beboste gebieden, hetzij door de ziekte in varkenshouderijen en verwante bedrijven of bij gedomesticeerde varkens te introduceren;

Overwegende dat er bijgevolg, bij opeenvolgende ministeriële besluiten, met als meest recente besluit het ministerieel besluit van 10 augustus 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, een beslissing tot verbod op verkeer in de bossen in het geïnfecteerd gebied is genomen;

Dat de combinatie van de aangenomen en uitgevoerde bestrijdingsmaatregelen met de opeenvolgende verbodsbepalingen voor het verkeer in de bossen in het in het geïnfecteerd gebied doeltreffend is aangezien uit de laatste veldonderzoeken blijkt dat de epidemie ten einde loopt en dat de ziekte de neiging heeft te verdwijnen;

Dat deze vaststellingen België in staat stellen om op 27 oktober 2020 een aanvraag in te dienen bij de Europese Commissie om zijn AVP-vrije status terug te krijgen;

Dat het uitvoeringsbesluit van de Europese Commissie op 20 november 2020 is uitgebracht en op 23 november 2020 bekendgemaakt is in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Dat ondanks het herstel van de AVP-vrije status in België, er toch specifieke maatregelen moeten worden gehandhaafd in het hele geïnfecteerd gebied, maar ook in het hele waakzaamheidsgebied en het hele versterkte observatiegebied om elk risico van een heropleving van de ziekte te voorkomen, wat catastrofaal zou zijn gezien alle inspanningen van het Waalse Gewest om dit resultaat te bereiken;

Dat de uitbreiding van het verbod tot het waakzaamheidsgebied en het versterkte observatiegebied ten opzichte van de bepalingen die in de verschillende opeenvolgende ministeriële besluiten tot nu toe zijn aangenomen, gebaseerd is op het feit dat talrijke plekken in deze gebieden het mogelijk hebben gemaakt om veel rotten van wilde zwijnen te identificeren;

Dat bij het opheffen van de verkeersverboden, en zonder beheer van deze rotten van wilde zwijnen, het risico bestaat dat de ziekte zich verspreidt naar gebieden die voorheen beschermd waren;

Dat de wilde zwijnenpopulatie in het geïnfecteerd gebied, maar ook in het waakzaamheidsgebied en in het versterkte observatiegebied, op een zo laag mogelijk niveau moet worden gehouden en dat de meest effectieve methode om dit te bereiken het 's nachts schieten is van de laatste overgebleven exemplaren die nog zouden worden opgespoord;

Dat de voorkeursmaatregel op deze verschillende gebieden een prudentieel karakter heeft;

Dat de openbare veiligheid niet ten koste kan gaan van de veiligheid van de gebruikers van het bos;

Dat het, op grond van de openbare veiligheid en met het oog op het voorkomen van een nieuwe verspreiding van AVP in geval van heropleving ervan onder de overgebleven wilde zwijnen, passend is om het verkeersverbod in de bossen 's nachts (meer bepaald één uur voor zonsondergang tot één uur na zonsopgang volgens de dagelijkse uren van zonsopgang en zonsondergang), buiten de banen, buiten en op de wegen en paden in het geïnfecteerd gebied te handhaven en een dergelijk verbod in het waakzaamheidsgebied en het versterkte observatiegebied in te stellen;

Dat de andere verkeersmaatregelen die tot nu toe bij opeenvolgende ministeriële besluiten zijn genomen, gezien deze verschillende epidemiologische vaststellingen, niet meer nodig zijn;

Dat de ingeroepen dringende noodzakelijkheid om die redenen vervuld is;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 5 dagen, gericht aan de Raad van State op 17 november 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot gecontamineerde varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, sinds de bevestiging, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen het Waalse Gewest ertoe verplicht werd, onmiddellijk meerdere drastische, vroegtijdige en proactieve maatregelen in het geïnfecteerde gebied te nemen om, in de eerste plaats, de verspreiding van de ziekte naar niet-geïnfecteerde bosgebieden en het introduceren van de ziekte in varkensfokkerijen af te remmen en te voorkomen, en daarna, het virus op zijn grondgebied uit te roeien;

Gelet op de positieve evolutie van de epidemiologische situatie van de Afrikaanse varkenspest in het Waalse Gewest die momenteel wordt waargenomen dankzij de verschillende regerings- en ministeriële maatregelen die zijn genomen;

Gelet op het verzoek van België bij de Europese Commissie om zijn AVP-vrije status terug te krijgen;

Gelet op Uitvoeringsbesluit (EU) 2020/1741 van de Commissie van 20 november 2020 tot wijziging van de bijlage bij Uitvoeringsbesluit 2014/709/EU betreffende maatregelen op het gebied van de diergezondheid in verband met Afrikaanse varkenspest in sommige lidstaten (PB, L 392/32 van 23 november 2020);

Dat in dat uitvoeringsbesluit met name in overweging (4) het volgende wordt gespecificeerd: "Rekening houdend met de doeltreffendheid van de algemene maatregelen die overeenkomstig Richtlijn 2002/60/EG in België worden toegepast, en met name de maatregelen die zijn neergelegd in artikel 15 van die richtlijn, en in overeenstemming met de risicobeperkende maatregelen ten aanzien van Afrikaanse varkenspest die zijn vermeld in de Gezondheidscode voor landdieren van de Wereldorganisatie voor diergezondheid (de OIE-code), moeten alle gebieden van België die momenteel in de lijsten in de delen I en II van de bijlage bij Uitvoeringsbesluit 2014/709/EU zijn opgenomen, in het licht van de gunstige epidemiologische situatie van de ziekte in die lidstaat nu uit de lijsten in de delen I en II van die bijlage worden geschrapt." ;

Dat bedoeld uitvoeringsbesluit de officiële bevestiging van de uitroeiing van de Afrikaanse varkenspest in België vormt;

Overwegende dat het in het licht van dat uitvoeringsbesluit nodig is om een heropleving van de ziekte in het Waalse Gewest te voorkomen;

Gelet dan ook op de noodzaak om nachtschoten te handhaven in het geïnfecteerd gebied om de aanwezige populatie aan wilde zwijnen te verminderen, maar ook om 's nachts te schieten in het waakzaamheidsgebied en in het versterkte observatiegebied, namelijk ziektevrije gebieden, om een heropleving van de ziekte onder de overgebleven wilde zwijnen te voorkomen door een toevallige verspreiding van de ziekte van deze wilde zwijnen naar de rotten van wilde zwijnen die in deze gebieden worden gezien;

Dat de nachtschoten in het waakzaamheidsgebied en in het versterkte observatiegebied een voorzichtige en proactieve maatregel is;

Gelet op de plicht van het Waalse Gewest om de veiligheid van de mensen te vrijwaren in potentiële interventiegebieden voor nachtschoten die nodig zijn om de ziekte volledig uit te roeien;

Dat, om dit te garanderen, het verkeer in de bossen 's nachts, buiten de banen, buiten en op de wegen en paden, verboden is in het waakzaamheidsgebied en het versterkte observatiegebied;

Overwegende dat de bij dit ministerieel besluit aangenomen maatregelen van kracht blijven tot 31 maart 2021;

Overwegende dat dit wordt gerechtvaardigd door het feit dat de doeltreffendheid van de vernietiging door nachtschoten optimaal is vóór de voorjaarsuitbarsting van de vegetatie en vóór de afkalfpiek;

Dat het Waalse Gewest tegen die datum, afhankelijk van de verkregen jachtresultaten, nieuwe maatregelen inzake Afrikaanse varkenspest moet kunnen vaststellen,

Besluit :

Artikel 1. Tijdens de periode vervat tussen het officieel uur van zonsondergang en het officieel uur van zonsopgang is het, in afwijking van de artikelen 19 tot 23 en 27 van het Boswetboek, éénieder verboden zich in de bossen en wouden in de zin van artikel 2 van het Boswetboek buiten de banen, buiten en op de wegen en paden te verplaatsen aan de binnenkant van de buitengrenzen van het geïnfecteerd gebied, van het waakzaamheidsgebied en van het versterkte observatiegebied zoals omschreven in het besluit van het Waalse Gewest van 16 juli 2020 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.

De eventuele nachtelijke toegangsmachtigingen, buiten de banen, buiten en op de wegen en paden, verkregen op grond van voornoemde artikelen vóór de datum van bevestiging van het eerste geval van Afrikaanse varkenspest in het Waalse Gewest, namelijk 13 september 2018, worden opgeschort.

Gemachtigd tot afwijking van het verbod van lid 1 zijn:

1° de door de Waalse Overheidsdienst gemandateerde personen om 's nachts te schieten voor de vernietiging van wilde zwijnen;

2° in geval van nood, het personeel van de hulpdiensten, de burgerbescherming, de politiediensten, de beambten en beheerders van de watertoevoernetten of gas- of elektriciteitsnetten, de beambten van Infrabe, de werknemers van mobiele telefonie-operatoren, de beambten of afgevaardigden van gemeenschapsinfrastructuren of infrastructuur van openbaar nut en het personeel van het wegenonderhoud;

3° personen die rechtstreeks toegang hebben tot hun woonst, een tweede verblijf, een camping, een vakantiewoning, een HoReCa instelling, een handel, een vrijetijdsinstelling of een erfgoedsite.

Voor de in het derde lid, 1° en 2°, bedoelde personen is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzestig uur na iedere interventie in het geïnfecteerd gebied, in het waakzaamheidsgebied en in het versterkte observatiegebied.

Voor de in het derde lid, 3°, bedoelde personen is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzestig uur na elk vertrek uit het geïnfecteerd gebied, het waakzaamheidsgebied of het versterkte observatiegebied.

In afwijking van lid 5 geldt voor de in lid 3, 3°, bedoelde personen die hun woonplaats in het geïnfecteerde gebied, het waakzaamheidsgebied of het versterkte observatiegebied hebben, een permanent verbod om een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens, tenzij zij zich voor de uitoefening van hun beroepsactiviteit naar een dergelijk bedrijf moeten begeven.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan betrokkenen de toegang ontzegd worden.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 10 mei 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt van kracht te zijn op 31 maart 2021.

Namen, 24 november 2020.

C. TELLIER

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2020/204997]

Grondwettelijk Hof. — Cumulatie van ambten

Bij koninklijk besluit van 22 november 2020, dat uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 2020, wordt aan de heer Romain VANDERBECK, referendaris bij het Grondwettelijk Hof, toestemming verleend om een halftijds (20 %) mandaat van assistent grondwettelijk recht aan de "Université Saint-Louis - Bruxelles", uit te oefenen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2020/204997]

Cour constitutionnelle. — Cumul de fonctions

Par arrêté royal du 22 novembre 2020 qui produit ses effets le 1^{er} octobre 2020, Monsieur Romain VANDERBECK, référendaire à la Cour Constitutionnelle, est autorisé à assumer le mandat d'assistant à temps partiel (20 %) en droit constitutionnel à l'Université Saint-Louis-Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2020/43689]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 29 oktober 2020, wordt Mevr. Sarah KEGELS benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 augustus 2020.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2020/43689]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 29 octobre 2020, Mme Sara KEGELS, est nommée agent de l'Etat dans la classe A1 au Service Public Fédéral Intérieur dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} octobre 2020.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2020/16161]

Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 4 november 2020, wordt mevrouw Femke BROUCKE, bevorderd door verhoging naar de hogere klasse in de klasse A3, met de titel van adviseur bij Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 mei 2019.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2020/16161]

Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 4 novembre 2020, Madame Femke BROUCKE, est promue par avancement à la classe supérieure dans la classe A3 avec le titre De Conseiller au Service Public Fédéral Intérieur dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} mai 2019.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.